



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-31 du 2 décembre 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. À l'occasion de la visite d'État du Président Emmanuel Macron aux États-Unis, le Président américain se dit confiant dans la capacité des États-Unis à répondre aux préoccupations de l'UE concernant l'*Inflation Reduction Act*
2. La Secrétaire au Commerce américaine G. Raimondo détaille la stratégie économique et commerciale des États-Unis face à la Chine
3. Les États-Unis interdisent l'importation et la vente aux États-Unis d'équipements de télécommunications d'entreprises chinoises, dont Huawei et ZTE
4. Les États-Unis autorisent Chevron à reprendre ses activités pétrolières au Venezuela
5. Une coalition d'entreprises sidérurgiques invite les États-Unis et l'Union européenne à s'accorder sur des standards de mesure des émissions dans le secteur

Climat – énergie – environnement

6. L'Agence d'information sur l'énergie américaine analyse les conséquences sur les marchés de l'énergie d'une légère contraction prévue de l'économie américaine
7. La Vice-Présidente K. Harris réaffirme l'engagement des États-Unis en faveur du développement durable dans la région du Mékong
8. La Vice-Présidente K. Harris annonce de nouvelles initiatives visant à renforcer l'alliance entre les États-Unis et la Thaïlande

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA propose une évolution du programme WIC
10. La FDA impose de nouvelles exigences de traçabilité des aliments
11. La FDA donne son feu vert pour la production de viande en laboratoire

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le *Washington Wall Street Watch*, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. À l'occasion de la visite d'État du Président Emmanuel Macron aux États-Unis, le Président américain se dit confiant dans la capacité des États-Unis à répondre aux préoccupations de l'UE concernant l'*Inflation Reduction Act*

À l'occasion de sa visite d'État aux États-Unis, le Président français Emmanuel Macron a évoqué avec son homologue américain les préoccupations européennes relatives à l'impact des subventions massives prévues par l'*Inflation Reduction Act* (IRA). La [déclaration conjointe](#) publiée peu après la rencontre entre les deux chefs d'État à la Maison Blanche mentionne que les deux pays « *comptent sur le travail de la task force entre les États-Unis et l'Union européenne sur l'IRA pour renforcer le partenariat entre les États-Unis et l'UE sur l'énergie propre et le climat de façon mutuellement bénéfique* ».

Lors de leur [conférence de presse](#) conjointe, les deux Présidents ont indiqué avoir demandé à leurs équipes de poursuivre un travail de « *coordination étroite* » sur cette législation afin, selon les mots d'E. Macron, de « *trouver des solutions sur les sujets identifiés* ». J. Biden a dit ne pas s'« *excuser* » pour ce texte, mais a néanmoins reconnu que des « *bugs* » (« *glitches* ») pouvaient apparaître au sein d'une loi de cette ampleur. Le Président américain a expliqué que le but de l'IRA n'était pas d'« *exclure ceux qui coopèrent avec nous* », en indiquant que les États-Unis continueraient de « *créer des emplois en Amérique, mais pas au détriment de l'Europe* ». Le Président français a quant à lui rappelé les effets négatifs de l'IRA sur les projets d'investissements en Europe, tout en déclarant que la France n'était pas « *venue ici demander telle ou telle exception* » mais plutôt partager sa vision de ces conséquences et chercher à « *resynchroniser* » son action avec les États-Unis.

2. La Secrétaire au Commerce américaine G. Raimondo détaille la stratégie économique et commerciale des États-Unis face à la Chine

Dans un [discours](#) prononcé au *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) le 30 novembre, la Secrétaire au Commerce américaine G. Raimondo a présenté la stratégie économique des États-Unis face à la Chine comme reposant sur quatre piliers : (i) des investissements « *transformationnels* » dans l'innovation américaine ; (ii) le renforcement des capacités américaines afin d'empêcher la Chine de porter atteinte à la sécurité nationale des États-Unis ; (iii) la formation de partenariats avec les alliés ; (iv) la promotion des échanges et la

coopération avec la Chine sur les enjeux globaux tels que le changement climatique.

La Secrétaire au Commerce a présenté l'adoption du *Bipartisan Infrastructure Act*, du *CHIPS Act* et de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) comme les parties intégrantes d'une « *stratégie industrielle moderne* », destinée à assurer la compétitivité et la sécurité nationale des États-Unis. G. Raimondo a mis en avant l'importance de trois technologies dans la décennie à venir : (i) les technologies informatiques (microélectronique, informatique quantique, intelligence artificielle) ; (ii) les biotechnologies ; et (iii) les technologies propres. Les États-Unis continueraient d'agir pour protéger leur avance dans ces secteurs, la Secrétaire au Commerce mentionnant notamment le renforcement du contrôle des exportations, la modernisation du contrôle des investissements entrants et le travail sur la création d'un mécanisme de contrôle des investissements sortants. G. Raimondo a également assuré que l'approche de l'Administration Biden reposait sur l'« *alignement avec les alliés* » mentionnant notamment le Conseil Commerce et Technologie (CCT) avec l'Union européenne.

Soulignant que la Chine restait leur troisième partenaire commercial, la Secrétaire au Commerce a précisé que les États-Unis « *ne cherchaient pas à découpler leur économie de celle de la Chine* » mais souhaitaient « *continuer à promouvoir des échanges commerciaux et des investissements qui ne menacent pas [leurs] intérêts économiques et sécuritaires centraux ou [leurs] valeurs s'agissant des droits humains* ».

3. Les États-Unis interdisent l'importation et la vente aux États-Unis d'équipements de télécommunications d'entreprises chinoises, dont Huawei et ZTE

La Commission fédérale des télécommunications (FCC) a [interdit](#) le 25 novembre la délivrance d'autorisations d'importation et de vente aux États-Unis de certains produits de cinq entreprises chinoises d'équipement de télécommunications et de vidéosurveillance (Huawei, ZTE, Hytera, Hikvision et Dahua) car elles présentent un « *risque inacceptable pour la sécurité nationale des États-Unis* » selon la décision publiée par la FCC.

Ces mesures concernent les produits sur la « *Liste des équipements et biens couverts par le Secure Networks Act* » voté en 2019, pour lesquels la FCC doit autoriser toute demande d'importation ou de vente aux États-Unis dans le cadre d'une procédure de certification. Cette mesure élargit ainsi la liste des biens soumis à cette interdiction de vente et d'importation aux États-Unis.

4. Les États-Unis autorisent Chevron à reprendre ses activités pétrolières au Venezuela

Le Département du Trésor américain a [autorisé](#) le 26 novembre l'entreprise américaine Chevron à reprendre ses activités d'extraction de pétrole au Venezuela. La « licence générale 41 », qui met en œuvre cette décision, a été publiée à suite de la reprise des discussions entre le gouvernement du Président N. Maduro et les représentants de l'opposition, dans le cadre du processus dit « de Mexico ». Cette licence est valable pour une période de six mois (soit jusqu'au 26 mai 2023), au-delà de laquelle les États-Unis pourront ou non décider de l'étendre. La compagnie pétrolière d'État PdVSA n'a cependant pas le droit de tirer profit de la vente de pétrole dans le cadre de sa co-entreprise avec Chevron. Cette décision est prise dans le contexte de discussions au niveau du G7 visant à plafonner le prix du pétrole russe en interdisant la fourniture de certains services maritimes pour le pétrole brut russe acheté au-delà d'un certain prix.

5. Une coalition d'entreprises sidérurgiques invite les États-Unis et l'Union européenne à s'accorder sur des standards de mesure des émissions dans le secteur

Une vingtaine d'entreprises et de syndicats américains et européens du secteur de l'acier ont [annoncé](#) le 17 novembre la formation d'une coalition internationale pour l'acier durable, le *Global Steel Climate Council*. Observant que les États-Unis et l'Union européenne négocient actuellement de nouveaux standards de mesure

des émissions carbone dans le secteur de l'acier, cette coalition appelle à ce que tout accord final « se concentre sur les quantités d'émissions générées, non sur la manière dont l'acier est produit ».

Le groupe remarque que si la majeure partie de la production mondiale d'acier est très intensive en carbone, « certaines aciéries, qui représentent plus de 70 % de la production américaine et 40 % de la production européenne », utilisent un procédé de recyclage permettant de « réduire significativement les émissions carbone ».

Cette initiative du secteur privé intervient un an après le lancement d'un travail conjoint entre les États-Unis et l'Union européenne afin d'arriver à un accord global sur l'acier et l'aluminium durables (*Global Arrangement on Sustainable Steel and Aluminium*), suite au différend commercial lié aux droits de douanes additionnels sur ces produits qui avaient été imposés par l'Administration Trump.

Brèves

- Le Département du Commerce américain a [annoncé](#) le 28 novembre avoir déterminé que les importations de champignons en conserve en provenance de France faisaient l'objet de dumping.
- Les douanes américaines ont [indiqué](#) le 23 novembre qu'elles bloqueraient désormais les importations de sucre de l'entreprise dominicaine Central Romana, en raison de son probable recours au travail forcé.
- L'USTR a [prolongé](#) le 23 novembre pour la sixième fois les exemptions de droits de douanes additionnels pour les importations de 81 produits médicaux originaires de Chine destinés à lutter contre le Covid.

Climat- Énergie - Environnement

6. L'Agence d'information sur l'énergie américaine analyse les conséquences sur les marchés de l'énergie d'une légère contraction prévue de l'économie américaine

Selon une [étude](#) de l'Agence d'information sur l'énergie américaine ([US EIA](#)), l'incertitude des perspectives macroéconomiques pourrait affecter de manière significative les marchés de l'énergie au cours de la période de prévision 2022-2023. L'US EIA prévoit que le PIB américain diminuerait légèrement en 2023, ce qui contribuerait à une

baisse de la consommation totale d'énergie aux États-Unis l'année prochaine.

L'EIA note que les stocks de gaz naturel américains à la fin 2022 sont plus bas de 4 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Selon l'EIA, ils seraient inférieurs de 8 % à la moyenne quinquennale à la fin du mois de mars 2023.

Dans les prévisions 2023, les stocks de produits pétroliers raffinés américains seraient en moyenne 17 % inférieurs à la moyenne sur cinq ans. Il s'agirait des plus bas niveaux depuis 1951. L'US EIA estime qu'une légère contraction de l'économie américaine fera baisser les prix des produits pétroliers au cours du premier semestre de 2023.

Cependant, elle indique que l'interdiction par l'UE des importations maritimes de produits pétroliers en provenance de Russie crée une incertitude quant à l'approvisionnement des marchés.

L'US EAI prévoit une baisse de la production de pétrole brut de l'OPEP en novembre et décembre 2022. Mais, selon l'agence, la production annuelle de l'OPEP s'élèvera en moyenne à 28,9 millions de barils par jour (Mb/j) en 2023, soit une hausse de 0,3 Mb/j par rapport à 2022.

La croissance de la production pétrolière de l'OPEP et des pays non membres de l'OPEP - plus particulièrement la production aux États-Unis - maintiendrait le prix du Brent à un niveau plus bas en moyenne annuelle en 2023 qu'en 2022.

7. La Vice-Présidente K. Harris réaffirme l'engagement des États-Unis en faveur du développement durable dans la région du Mékong

Lors de sa visite en Thaïlande, la Vice-Présidente K. Harris, a [réaffirmé](#) l'engagement des États-Unis en faveur de la stabilité, de la paix, de la prospérité et du développement durable de la région du Mékong.

La Vice-présidente a notamment annoncé que l'Administration Biden-Harris a l'intention de demander au Congrès un financement supplémentaire de 20 M\$ pour le [JUMPP](#), le Japan-U.S.-Mekong Power Partnership. Ce partenariat vise à assurer la sécurité énergétique de cette région tout en encourageant la décarbonation des réseaux électriques.

Aujourd'hui, les pays du Mékong intègrent rapidement des projets d'énergie renouvelable. Le communiqué indique que ce mouvement nécessite une assistance technique pour moderniser les réglementations, le fonctionnement du marché et la fiabilité des réseaux. Le communiqué indique également que le JUMPP aide les pays de la région du Mékong au moyen d'une assistance technique contribuant à des marchés robustes de l'énergie

afin de soutenir la croissance économique et la prospérité de la région.

8. La Vice-Présidente K. Harris annonce de nouvelles initiatives visant à renforcer l'alliance entre les États-Unis et la Thaïlande

Les États-Unis et la Thaïlande [réaffirment](#) leur intérêt commun pour une Asie du Sud-Est prospère et résiliente. Les deux pays indiquent poursuivre des objectifs économiques axés sur la lutte contre le changement climatique par le biais du *Partnership for Global Infrastructure and Investment* ([PGII](#)). Ils indiquent également renforcer leurs liens économiques au moyen du *Indo-Pacific Economic Framework for Prosperity* ([IPEF](#)). Les États-Unis se félicitent par ailleurs de l'adhésion de la Thaïlande à la *Net Zero World Initiative*, un programme dirigé par les États-Unis et lancé lors de la COP26 pour tirer parti de l'expertise des États-Unis et de leurs philanthropes afin d'accélérer la transition vers des systèmes énergétiques neutres en carbone.

La Vice-Présidente annonce un partenariat avec la Thaïlande afin de renforcer les capacités pour le déploiement sûr des technologies avancées de réacteurs nucléaires au moyen du [programme FIRST](#) (*Foundational Infrastructure for Responsible Use of Small Modular Reactor Technology*).

L'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) a annoncé 2 M\$ de nouveaux engagements en faveur de la protection de l'environnement et des chaînes d'approvisionnement en Thaïlande. L'USTDA a également annoncé son soutien à une usine de recyclage du plastique afin de renforcer la gestion des déchets en Thaïlande. Ces efforts s'inscrivent dans ses [travaux déjà en cours](#) qui établissent des partenariats avec le secteur privé afin d'accroître le soutien technique aux véhicules électriques et aux batteries.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA propose une évolution du programme WIC

Sur la base des dernières recommandations des *National Academies of Science, Engineering, and Medicine* (NASEM) et des *Dietary Guidelines for Americans* 2020-2025, le *Food and Nutrition Service* (FNS) de l'USDA a [proposé](#) une révision du *Special Supplemental Nutrition Program for*

Women, Infants and Children (WIC). Les évolutions visent à étendre la liste des produits pris en charge par le programme, à permettre aux agences WIC une plus grande flexibilité dans la personnalisation des paniers alimentaires et à mieux promouvoir et soutenir les « objectifs individuels d'allaitement ». L'USDA souhaite ainsi tenir compte de la disponibilité des produits et des préférences alimentaires des bénéficiaires, en multipliant par

quatre l'allocation pour l'achat de fruits et de légumes, en ajoutant le poisson en conserve dans la liste des aliments éligibles et en offrant plus d'options pour les produits laitiers, les œufs et les graines complètes (taille des contenants et alternatives végétales). Néanmoins, l'allocation pour les produits laitiers et les jus de fruit est revue à la baisse. Les changements devraient engendrer une hausse du coût du programme de 4,1 Md\$ sur cinq ans (+15 %) pour atteindre un coût total estimé à 32 Md\$ sur cinq ans. Pour rappel, le programme WIC bénéficie à près de 6,2 millions de personnes chaque mois.

10. La FDA impose de nouvelles exigences de traçabilité des aliments

Le 15 novembre, la FDA a [annoncé](#) un [règlement](#) sur les exigences relatives aux enregistrements de traçabilité supplémentaires pour certains aliments (*Food Traceability Final Rule*). En accord avec la Section 204 du *FDA Food Safety Modernization Act*, ce texte impose la tenue de registres de traçabilité aux chaînes d'approvisionnement d'aliments figurant sur la liste de traçabilité alimentaire (*Food Traceability List*). L'objectif poursuivi est de réduire les maladies d'origine alimentaire en facilitant l'identification et le retrait du marché d'aliments potentiellement contaminés. Les personnes et les entités concernées auront jusqu'au 20 janvier 2026 pour se conformer au règlement.

11. La FDA donne son feu vert pour la production de viande en laboratoire

Le 16 novembre, la FDA a [approuvé](#) le processus de fabrication de viande artificielle de la startup Upside Foods à la suite d'un premier contrôle de pré-commercialisation. Elle a indiqué ne pas avoir de « questions supplémentaires à ce stade sur les conclusions de sécurité de l'entreprise », ce qui constitue une première aux États-Unis pour de la viande de poulet issue de culture de cellules. Le cofondateur et directeur général de l'entreprise, Uma Valeti, a [félicité](#) cette décision, tout comme le commissaire de la FDA, Robert M. Califf, et la directrice du *Center for Food Safety and Applied Nutrition* de la FDA, Susan Mayne, qui [évoquent](#) une « révolution alimentaire ». Upside Foods doit désormais passer une inspection du FSIS de l'USDA concernant les étapes de post-culture cellulaire et d'étiquetage afin de pouvoir proposer ses produits à la vente.

Brèves

- Le 14 novembre, le ministre des Affaires étrangères américain, Anthony Blinken, le haut représentant de l'Union européenne pour les

Affaires étrangères, Josep Borrell, et le ministre des Affaires étrangères britannique, James Cleverly, ont publié une [déclaration conjointe](#) rappelant leur intention de ne pas affecter le secteur alimentaire et des engrais dans l'imposition de leurs sanctions contre « la machine de guerre » russe. Afin d'accompagner les entreprises dans leurs transactions commerciales, ils rappellent l'existence de guides et de dispositions rédigés à leur destination et demandent aux États de manifester leur soutien à l'Initiative céréalière de la mer Noire.

- Le 14 novembre, les sénateurs républicains de l'Iowa, Joni Ernst et Chuck Grassley, ont adressé une [lettre](#) à la représentante américaine au commerce, Katherine Tai, l'appelant à demander officiellement un panel spécial de règlement des différends sur l'interdiction d'importation de maïs biotechnologique au Mexique, qui doit entrer en vigueur en 2024.
- Le 16 novembre, l'administration Biden a [annoncé](#) que le service forestier de l'USDA versera jusqu'à 40 M\$ à Trout Unlimited dans le cadre d'un accord de cinq ans visant à protéger les bassins versants des forêts et des prairies qui appartiennent à l'État fédéral et où vivent de nombreuses espèces de truite et de saumon.
- Le 16 novembre, le chef scientifique de l'USDA, Chavonda Jacobs-Young, a [annoncé](#) 21,6 M\$ de subventions dans la recherche scientifique afin de permettre aux petites entreprises de développer des solutions agricoles transformatrices. Dans le cadre du *Small Business Innovation Research program* du *National Institute of Food and Agriculture*, [34 projets de recherche](#) seront financés.
- Le 17 novembre, l'administration Biden a [annoncé](#) 20,5 M\$ de subventions pour aider les États et les tribus reconnues au niveau fédéral à établir des programmes de ponts temporaires pour protéger les ressources en eau lors des opérations forestières et accompagner les propriétaires d'usines de transformation de bois.
- Le Président Biden a [proclamé](#) le 17 novembre 2022, journée nationale de la santé rurale.
- Dans une [lettre](#) du 17 novembre adressée à la commission des Finances du Sénat et à la commission des Voies et Moyens de la Chambre des Représentants, la *National Milk Producers Federation* a exprimé son opposition à toute extension de la levée des droits tarifaires sur les importations de lait infantile. Actuellement, la levée doit prendre fin le 31 décembre 2022.

- Le 18 novembre, le *Farm Bureau* a [publié](#) une analyse portant sur la hausse du nombre de visas H-2A délivrés à des travailleurs agricoles saisonniers. Selon les données du ministère du Travail, près de 370 000 emplois ont été

certifiés au cours de l'année fiscale 2022, soit une hausse de 17 % en un an. Le programme H-2A bénéficie en premiers lieu à la Floride, à la Californie et à la Géorgie.

Santé

Brèves

- Le 17 novembre, le Sénat a [voté](#) le *Medical Marijuana and Cannabidiol Research Expansion Act*. Cette loi avait été approuvée par la Chambre en juillet dernier et doit encadrer la recherche médicale sur ces substances, notamment sur ces applications thérapeutiques sur l'épilepsie ou ses impacts sur le cerveau des jeunes adultes. Un registre des entreprises produisant de la marijuana à des fins de recherche sera établi.
- Le Président Joe Biden a [demandé](#) au Congrès le renouvellement des fonds pour le Covid, à hauteur de 9,25 Md\$, dans le même temps que les nouveaux fonds pour l'Ukraine. Ces fonds seraient utilisés pour l'achat de vaccins et de traitements ainsi que pour le maintien d'un stock national.
- Christopher Viehbacher a été [nommé](#) CEO de Biogen à la suite de la démission de Michel Vounatsos en septembre dernier. Il a occupé

pendant 6 ans le poste de CEO Monde de Sanofi et a fondé avec Ernesto Bertarelli le fonds d'investissement bostonien spécialisé en Santé, Gurnet Point Capital.

- Elizabeth Holmes a été [condamnée](#) à 11 ans de prison. L'ancienne CEO de Theranos, accusée de tromperie envers les patients et les investisseurs sur l'efficacité de son dispositif de diagnostic sanguin était en procès depuis décembre 2021.
- Le 20 novembre, H2o Therapeutics, entreprise turque, a [obtenu](#) l'autorisation de mise sur le marché par la FDA de son logiciel de suivi et de prescription pour la maladie de Parkinson, qui s'appuie sur la technologie de l'Apple Watch et notamment sur l'application Movement Disorder API.
- MSD [annonce](#) le rachat d'Imago Biosciences via une filiale, pour un montant de 1,35 Md\$. Imago Biosciences est une entreprise en phase clinique qui développe des traitements pour certaines maladies osseuses.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)